

A-watwan

“Aime la vérité, mais pardonne à l'erreur” . Voltaire

26e année. N°1611 du mercredi 25 août 2010. Prix/Comores : 250 Fc ; Etranger : 1,5 Euro. Directeur de la publication : Petan Mognihazi

Ratification de la convention sur les armes à sous munitions



Depuis le 28 juillet dernier, l'Union des Comores a ratifié la convention sur les armes à sous munitions. Le président Ahmed Abdallah Sambi a ainsi mis fin au processus de négociations entamé depuis le 30 mai 2008, lors de la conférence diplomatique de Dublin. Selon un fonctionnaire du ministre des Relations extérieures, “La signature de cette convention par les autorités comoriennes confirme encore une fois davantage l'esprit de paix et de solidarité internationale régulièrement manifesté par les responsables comoriens”

Lire page 2

Taekwondo : un art martial veut faire ses preuves

Houssen Salim, ancien instructeur des arts martiaux est désormais directeur technique fédéral de la fédération comorienne de taekwondo. Il va devoir organiser les activités techniques, superviser la formation de l'équipe nationale et assurer l'encadrement des activités de la fédération. Pour s'acquitter de cette tâche pas évidente, il va pouvoir compter avec le soutien de la Fédération mauricienne de taekwondo, dirigée Maxim Koon.

Mario H.W. Wing



LE BILLET DE BABOU

La souveraineté électorale

Un pays qui se fait payer ses élections par une Communauté internationale aussi bienveillante soit elle, ne peut-il, ensuite se targuer d'une quelconque souveraineté encore moins d'avoir une vraie démocratie, au nom du principe que la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ?

Lire page 2

VOTRE JOURNAL

Sauf cas exceptionnel, durant tout le mois de ramadan, la pagination de votre quotidien sera réduite à 4 au lieu de 8 habituellement. Dès la fin de cette période particulière, nos lecteurs retrouveront l'ensemble de leurs rubriques habituelles.

La direction et le personnel se réjouissent de votre compréhension et souhaitent bon ramadan à ses lecteurs musulmans.

Elections présidentielles et des gouverneurs des îles On attend la convocation du corps électoral

Le processus électoral enregistre un premier raté. La publication du décret portant convocation du corps électoral par le président de l'Union, premier acte concret qui ouvre le calendrier électoral tarde à être signé. Or, conformément à l'accord cadre sur la gestion de la période intérimaire, signé par Beit-Salam et les exécutifs des îles, le corps électoral devait être convoqué hier, 24 août.

Houmed Msaidi, rapporteur du comité de suivi de l'accord, a une autre lecture de la situation. Selon lui, “si le corps électoral n'est pas convoqué à la date prévue, ce serait une violation grave des principes de l'accord”. Il renchérit : “Des rumeurs persistantes indiquent que le chef de l'Etat ne peut pas encore

convoquer le corps électoral avant que le budget ne soit pas bouclé. Or, dans l'histoire de notre république, jamais il n'aurait un lien entre le financement des élections et la convocation du corps électoral”.

A l'issue de la rencontre du samedi dernier, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et les partenaires au développement se

sont convenus de réviser le budget électoral à la baisse fixé à 2,93 milliards de francs contre 3 milliards initialement. “C'est dans une démarche consensuelle que nous avons travaillé avec les services du Pnud pour boucler le document technique budgétaire”.

Lire la suite page 3



La mouvance choisit ses candidats à Ngazidja

Mohamed Ali Soilihi à la vice-présidence de l'Union et Mouigni Baraka au gouvernorat de l'île.

Lire page 2

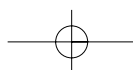
Vente de produits vivriers locaux Cherche local, désespérément...

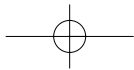


La Fnac-Fa et ses agriculteurs jurent leurs grands dieux que si les pouvoirs publics mettaient à sa disposition un espace pour exposer ses produits, ils proposeraient, en ce mois de ramadan, à la population toute sorte de produits locaux de consommation à des prix défiant toute concurrence.

Pour ce faire, les responsables de ce syndicat disent avoir frappé à toutes les portes, vainement. Le petit espoir qui leur reste est entre les mains du colonel Mouigni Daho du Cosep. Ah, si ce dernier pouvait consentir à leur “prêter” une partie des locaux du Cosep, juste le temps d'un ramadan...

Lire page 2





On attend encore la convocation du corps électoral

Suite de la première page

Lors de la rencontre du samedi dernier, les représentants des partenaires ont parcouru le budget et plusieurs observations ont été faites", précise le rapporteur de la Ceni, Idrisse Said Ahmed. Son institution se plaint de "manque" des moyens matériels et financiers : "Nous manquons de tout ici. On est même dans l'incapacité de produire un communiqué", a laissé entendre ce responsable de la commission.

Il a été annoncé que le gouvernement a débloqué un fonds provisoire de près de 500 millions de francs pour pallier toutes les difficultés liées aux travaux.

En fait, "à notre connaissance, le gouvernement a payé deux mois d'avance pour le local de la Ceni. A part ça, rien", assure-t-il avant de préciser que les articles 13 et 29 du code électoral stipulent que toutes les opérations électorales doivent être terminées avant la publication

du corps électoral.

Or, aujourd'hui les activités de la Ceni tournent au ralenti. Les opérations de révision des listes électorales et de la campagne de sensibilisa-

tion ne sont pas encore lancées. "Heureusement que nous sommes encore dans le temps par rapport au calendrier de l'accord cadre qui prévoit que la révision des listes

électorale se déroule du 1^{er} juillet au 31 septembre, de même pour les autres activités", a-t-il dit

Le secrétaire rapporteur souligne, en outre, que la Ceni avait écrit une

lettre au représentant résident du système des Nations unies, pour lui demander de débloquer des fonds pour lancer la campagne de sensibilisation et l'évaluation des élections passées car il semble qu'il y ait un montant estimé à 200 million de nos francs, un reliquat du budget des élections précédentes. On attend encore une réponse.

De son côté, le ministre de l'Intérieur, Ibrahim Mhouamadi Sidi, dit que les dispositions sécuritaires nécessaires sont entrain d'être prises pour parer à toutes les éventualités. "Je viens d'intervenir à la télévision le lundi dernier pour rappeler à la population que tout le monde doit prendre le problème de la sécurité à bras le corps pour qu'il n'y ait pas des débordements".

Ahmed Hassani

La mouvance présidentielle choisit à Ngazidja

Le collège des élus de la mouvance présidentielle à Ngazidja, conseillers et députés, se sont réunis au palais du peuple, les 23 et 24 août, pour désigner, dans le cadre d'un primaire, les candidats de la majorité présidentielle aux élections du gouverneur de l'île de Ngazidja et à celle de la vice-présidence de l'Union, représentant l'île.

Vingt trois députés ont répondu présent à ce grand rendez-vous qui devrait mettre fin aux polémiques sur les candidats à la candidature. Pour l'élection du gouverneur de Ngazidja, Mouigni Baraka, issu de

la tendance Orange l'a emporté sur les candidats Mhoumadi Sidi (ministre de la Défense) et Djaffar Mohamed Ahmed Moïnsoib (ministre de la Justice), tandis que pour l'élection à la présidence de l'Union, c'est Mohamed Ali Soilihi (Baobab) qui sera vice-président de Ngazidja. L'ancien ministre des Finances de Sambi, l'a emporté sur les candidats Hassani Hamadi (président du conseil de l'île), Fahami Said Ibrahim (ministre des Relations extérieures) et Hassane

Ahmed El Barwane (conseiller du président).

Toutes les tendances de la mouvance présidentielle se sont positionnées pour ces primaires de la mouvance. Les personnalités choisies "ont obtenu la confiance de la majorité et apparaissent comme les mieux placés pour assurer la continuité des actions du président Sambi et répondre efficacement aux aspirations de la population de Ngazidja", a commenté un député.

Tirage au sort de la Bfc : S.Bacar et Bacar Salim ont raflé la mise

La succursale anjouanaise de la Banque fédérale de commerce (Bfc) a procédé jeudi dernier, à l'hôtel al-Amal de Mutsamudu, au tirage au sort pour les gagnants du jackpot *Mavuna*. Les deux chanceux de cette première manche s'appellent Soumeït Bacar et Bacar Salim, deux commerçants de Mutsamudu, qui ont empoché chacun deux millions et demi de francs comoriens. La cérémonie avait ras-

semblé une centaine d'invités, pour la plupart des postulants au "jeu". Ce fut le gouverneur de l'île lui-même, Moussa Toybou, et un enfant de sept ans, qui tirèrent au sort les gagnants. Ironie du sort, tous les deux gagnants étaient absents à la cérémonie.

La deuxième manche du tirage au sort *Mavuna*, lancé par la Bfc il y a trois mois, se tiendra le 17 septembre prochain. Cette fois, douze millions et demi sont en jeu.

Rappelons que le tirage au sort *Mavuna* concerne tous les clients de la Bfc qui y ont ouvert le compte portant le même nom. Et rappelons que la succursale anjouanaise de la Banque fédérale de commerce a été officiellement ouverte le 9 août dernier, en présence du président de la République, et du patron du consortium Comoro-Gulf Holding, Bachar Kiwan.

SM

LE BILLET DE BABOU La souveraineté électorale

La population a appris avec soulagement que le budget des élections prochaines a été ramené de 3 milliards à 2 milliards et quelques poussières de millions.

A entendre ce chiffre faramineux on se demande comment un Etat qui paye difficilement ses fonctionnaires et qui est criblé de dettes extérieures peut faire des élections aussi coûteuses sans brader sa souveraineté?

Ceci d'autant plus que ces élections vont rapporter de l'argent non pas à l'Etat mais aux cultivateurs de la nouvelle vanille comorienne à savoir la vente des gousses de bulletins qui peuvent valoir quelques véhicules, quelques tonnes de ciment, des visa pour la grande Mecque de la majorité des Comoriens, qui y vont adorer le dieu Euro et son prophète Rsa -Rmi à travers les mosquées des femmes seules et des allocations familiales.

Si au moins nous pouvions prendre conscience qu'un pays qui se fait payer ses élections par une Communauté internationale aussi bienveillante soit elle, ne peut pas, ensuite se targuer d'une quelconque souveraineté encore moins d'avoir une vraie démocratie, au nom du principe que la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple qui finance aussi sa démocratie, car sinon cela revient à appliquer l'autre adage : qui tient la bourse tient le vrai pouvoir.

Holambe bo wakomori ! Uhuru na anri !

Babou des îles



AVIS DE VENTE DE MATERIELS USAGES

01 véhicule Peugeot 307 en panne (mise en circulation 2002) (dédouanement à la charge du repreneur).
01 téléviseur Thomson 21 pouces en bon état
01 photocopieuse NP 6317 Canon (avec trieuse)
Et autres matériels.

Matériels à visiter entre 08h30 et 14h30 du lundi au vendredi.
Tout intéressé doit envoyer son offre financière sous pli fermé à l'adresse ci-dessous.
Date de validité de l'avis : jusqu'au 31 août 2010.
Pour toute information sur les modalités d'attribution,

veuillez téléphoner au 773 28 82 ou contacter le Secréariat Exécutif National du FADC, Route Hadoudja.

COMMUNIQUE

Nous vous informons que "l'Université de la Ville", de faculté des sciences et de Technologies est ouverte à MAVINGOUNI, ancien palais présidentiel à partir du 15 juillet 2010.

L'Université de la Ville contient les Facultés suivantes :

- Faculté de médecine humaine
- Faculté Dentaire
- Faculté de Pharmacie
- Faculté de l'ingénierie
- Faculté d'infirmierie
- Faculté de laboratoire
- Faculté de droit
- Faculté de science humaine

Nous appelons tous les Bacheliers Comoriens de venir s'inscrire massivement dans le local de l'Université sis à Mavingouni.

Pour votre inscription, joignez tous les documents nécessaires et vous aurez la réponse avant 30 jours.

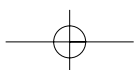
Pour plus d'informations contactez-nous aux numéros suivants :

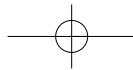
Portable : 322 14 07

Fixe : 763 29 09

Email : cityuniversity_2010@yahoo.com

Nous vous remercions





“Nous avons obtenu 30 tonnes de semences de pomme de terre qui ont donné beaucoup de rendement. Les agriculteurs sont venus même féliciter le président de la Fnac-Fa car cela a constitué un grand record. Nous avons récolté plus de 300 tonnes, cette année la récolte est beaucoup plus importante par rapport aux années précédentes. Le seul problème qui se pose est que nous ne disposons pas d'un local où nous pourrions organiser le marché du mois de ramadan”.

Le traditionnel “Shiondo rahisi”, le marché où le syndicat des agriculteurs propose, à l'occasion du ramadan de chaque année, des produits agricoles locaux à bon prix, n'a pas encore eu lieu. “Comme toutes les autres années, nous

aurions aimé ouvrir le marché en ce mois sacré de ramadan. Notre but est que tout Comorien, y compris les agriculteurs, mange à sa faim et dans des bonnes conditions”, déclare Mohamed Saïd alias Madjomba, chargé de la logistique de la Fédération nationale des agriculteurs comoriens et des femmes (Fnac-Fa). Selon lui, la fédération dispose d'une grande quantité de produits locaux qui pourrait nourrir le pays pendant le mois de ramadan et à bas prix.

“Nous avons obtenu 30 tonnes de semences de pomme de terre qui ont donné beaucoup de rendement. Les

agriculteurs sont venus même féliciter le président de la Fnac-Fa car cela a constitué un grand record. Nous avons récolté plus de 300 tonnes, cette année la récolte est beaucoup plus importante par rapport aux années précédentes. Le seul problème qui se pose est que nous ne disposons pas d'un local où nous pourrions organiser le marché du mois de ramadan”, explique le responsable syndical.

Par ailleurs, le président de la Fnac affirme que le gouvernement leur avait attribué un des entrepôts du Pam à Moroni, qui a été déjà attribué au Cosep. “Il s'agit d'une

erreur administratif, dit-il, mais nous serons ravis que le colonel Mouigni Daho consent à nous emprunter le local, ne serait ce que le mois de ramadan pour faire le shiondo rahisi et le lui céder après”, supplie le président Mohamed Soilih. Et son collaborateur Madjomba d'ajouter “ce serait une grande occasion pour nous de montrer à la population qu'il est possible d'acheter moins cher, et avec la flambée des prix en ce moment, je pense que la responsabilité incombe à l'Etat de trouver une situation dans les meilleurs délais”.

Le président de la Fnac-Fa a aussi

souligné que son organisation a déjà fait une campagne pour vendre la pomme de terre à un prix accessible à tout le monde et que le projet a bien réussi. “Si nous ne trouvons pas un dépôt, ce sera trop difficile, or pour le moment nous ne pouvons rien faire. Nous attendons le retour du vice-président en charge de l'agriculture, qui est en déplacement, pour qu'il nous trouve une solution. Mais notre devoir est de sensibiliser l'Etat pour nous trouver une solution urgente, et dans cette affaire tout le monde est gagnant et l'agriculteur et le consommateur”.

ASA



BRÈVE

M'ramani et Bambao auront bientôt leurs bureaux postaux

M'ramani, un village situé à l'extrême sud du Nyumakele, et Tsembehu dans la région de la Cuvette, auront bientôt leurs centres de télécommunications, lesquels abriteront également les services postaux et financiers de la Société nationale Poste-Comores. Dimanche s'est déroulée la cérémonie de pose de la première pierre pour le centre de M'ramani suivie, lundi, de celle de Bambao en présence du président de la République, Ahmed Abdallah Sambi. Etaient présents aussi son ministre des Télécommunications, Houdhoier Inzoudine, le directeur de Comores Télécom, Charikane Bouchrane, et de nombreuses autres personnalités. A M'ramani, la brève allocution du chef de l'Etat a mis l'accent sur les bienfaits qu'apporteront les technologies de l'information et de la télécommunication aux habitants de cette localité très en retrait. Par ailleurs, le président a saisi cette même occasion pour fustiger certains membres de son gouvernement, animés, selon lui, d'un “comportement pernicieux”.

Rassemblées par SM

UNION DES COMORES

Ministère de la Santé, de la solidarité
et de la promotion du Genre Publique

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Constitution d'une liste Restreinte pour le Recrutement d'un cadre pour la formation en Epidémiologie à l'Institut National de Santé Publique au Bénin dans le cadre de la gestion du service de Suivi-Evaluation du PNLN.

Le Gouvernement de l'Union des Comores a bénéficié d'un Don du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la TUBERCULOSE et le PALUDISME pour la formation d'un cadre en Epidémiologie en vue d'appuyer le PNLN. Le PNLN invite les candidats désireux de présenter leur candidature.

I. Mission future de l'Epidémiologiste

L'Epidémiologiste est un fonctionnaire de l'Etat et assurera sous l'autorité du Coordonateur National de Lutte contre le Paludisme, le suivi et l'Evaluation du dit Programme.

II. Durée et lieu de la mission

L'Epidémiologiste sera basé à Moroni (Union des Comores), siège du Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLN).

Avant sa formation, il va s'engager par écrit à travailler au compte du PNLN pendant au moins 5 ans.

V. Profil du ou de la candidate :

Etre fonctionnaire du secteur public, docteur en Médecine, ou Pharmacien, ou Dentiste, ou Biologiste
Et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

VI. Dossiers à fournir

Le dossier de candidature, adressé au Coordonateur National du PNLN, doit comporter les pièces suivantes : lettre de demande, curriculum vitae, photocopies légalisées des diplômes universitaires, un extrait d'acte de naissance, trois lettres de recommandation des chefs hiérarchiques et ou anciens professeurs du candidat, un résumé ne dépassant deux pages pour indiquer la motivation du candidat, quatre photos d'identité datant de moins de 3 mois.

Les candidatures seront déposées sous plis fermés à l'adresse ci-dessous avec la mention : « CANDIDATURE POUR LA FORMATION EN EPIDEMIOLOGIE » au plus tard le 02 septembre 2010.

Les candidats (tes) intéressés peuvent obtenir les informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Programme National de Lutte contre le Paludisme(PNLN)
Rue de la corniche, BP 6512
Moroni, Comores
Tel : (+269) 3352842 ; 3247394; 3234855; 3387691
E-mail : anfanebacar@yahoo.fr; gui_timothee@yahoo.fr

Dr AFFANE BACAR
Coordonnateur National
Le 24 août 2010

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'ASCENSEURS POUR L'ACCES A LA TOUR DE CONTROLE DE MORONI (COMORES) ET D'IVATO (MADAGASCAR)

Lancé par l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).



1 - Objet

Le présent appel d'offres a pour objet la fourniture et l'installation d'ascenseurs pour l'accès à la tour de contrôle de Moroni (Union des Comores) et d'Ivato (Madagascar).

2 - Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en français peut être consulté ou retiré à partir du 16 Août 2010 auprès de :

- A DAKAR : DIRECTION DES MOYENS TECHNIQUES ET DE L'INFORMATIQUE
Aéroport Léopold Sédar Senghor
B.P. 8163 Dakar Yoff - SENEGAL
Tel : 221 33 869 52 96 Fax : 221 33 820 54 06

- A MORONI : REPRESENTATION DE L'ASECNA AUPRES DE L'UNION DES COMORES

Aéroport International Moroni Prince Saïd Ibrahim
B.P. Tel : 269 77 315 93 Fax : 269 77 326 13

- A IVATO : REPRESENTATION DE L'ASECNA EN REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

Aéroport International Ivato Antananarivo MADAGASCAR
B.P. 46 - Tel: 261 20 22 581 13/14 Fax: 261 20 22 581 15

- A PARIS : DELEGATION ASECNA
75, Rue La Boétie 75008 Paris
Tel : 33 1 44 95 07 07 Fax : 33 1 42 25 73 11

- A partir du site www.asecna.aero (consultation uniquement)
contre la somme de Cent Mille (100 000) francs CFA, soit 153 Euros, non remboursable, payable par chèque de banque à joindre à la demande, et à établir à l'ordre de Madame l'AGENT COMPTABLE DE L'ASECNA ou de Madame le Payeur de l'Asecna à Madagascar ou de Monsieur le Payeur de l'Asecna aux Comores.

3 - Dépôt des Offres

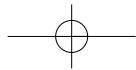
Les offres doivent parvenir au plus tard le 30 Septembre 2010 à 12 heures locales (Temps Universel) à : Monsieur le DIRECTEUR GENERAL de l'ASECNA, à l'attention de Monsieur le Directeur des Moyens Techniques et de l'Informatique ASECNA B.P. 8163 Aéroport Léopold Sédar Senghor Dakar Yoff - SENEGAL

4 - Ouverture des offres

L'ouverture des offres déposées en vue du présent marché, aura lieu le 30 Septembre 2010 à 14 heures locales, dans la salle de réunion de la Direction des Moyens Techniques et de l'Informatique de l'ASECNA sise à proximité de l'Aéroport International Léopold Sédar Senghor de Dakar, en présence des Soumissionnaires qui le souhaiteront.

5 - Informations

Tout renseignement peut être demandé par écrit. Tout courrier sera envoyé à l'adresse mentionnée au point 3.



SPORT

Pour mieux soutenir le développement de cet art martial aux Comores, la fédération mauricienne de taekwondo, dirigée par Maxim Koon, entend ne ménager aucun effort pour la cause. A cet effet, le grand maître Mario Hung Wai Wing projette de continuer sa collaboration en faveur du développement du taekwondo aux Comores.

Il est élu directeur technique fédéral de la fédération comorienne de taekwondo. Il, c'est Houssen Salim, ancien instructeur des arts martiaux. Il a été promu au poste de Dtf durant une élection regroupant, le 15 août à Moroni, tous les membres de la Fetkd et les instructeurs nationaux d'art martial. Selon Soilihi Moumini, président de la Fédération comorienne de taekwondo, c'est grâce à son nouveau grade de 4^e Dan que Houssen a eu droit à cette promotion.

Pour accéder au gradé de 4^e Dan, Maître Houssen a suivi un stage de formation physique et mentale, dirigée par grand maître Mairio Hung Wai Wing, 8^e Dan, à l'île Maurice. De retour, il a été élu au poste de directeur technique fédéral. "Je vais donc poursuivre mes activités tout en exerçant mes nouvelles fonctions", a dit Houssen Salim.

Taekwondo : un nouveau directeur technique

Trois principales tâches l'attendent à savoir organiser les activités techniques de la Fetkd, superviser la sélection de l'équipe nationale de taekwondo, assurer l'encadrement des activités de la fédération tels que le déroulement des stages ou l'organisation des différentes compétitions.

Pour mieux soutenir le développement de cet art martial aux Comores, la fédération mauricienne de taekwondo, dirigée par Maxim Koon entend ne ménager aucun effort pour la cause. A cet effet, le grand maître Mario Hung Wai Wing

projette de continuer sa collaboration en faveur du développement du taekwondo aux Comores. Il s'est d'ailleurs engagé pour plaider en faveur des Comores dans les grandes instances notamment le World taekwondo federation (Wtf).

Malgré que les Comores soient affiliées à la fédération mondiale, les grades des lutteurs nationaux de cet art martial ne sont pas du tout reconnus au niveau planétaire. Faire reconnaître leurs grades à ce niveau est l'un des grands défis à relever la saison prochaine. "On pratique cette discipline tous

comme nos autres concurrents de la région. Mais le problème est qu'on n'est pas reconnu au niveau mondial. Mais nous espérons qu'avec l'élection de Houssen au poste de Dtf beaucoup de choses vont s'améliorer", a déclaré Kamal Ahmed Abdou dit Afretane, instructeur en art martial, 3^e Dan.

En ce qui concerne les préparatifs de la prochaine saison, une commission technique et une autre d'arbitrage seront bientôt mises en place par la direction technique fédérale de taekwondo.

Elie-Dine Djouma



Diabète : les bienfaits des légumes verts

Monde - On le savait, les légumes verts sont bons pour la santé. Leurs vertus sont confirmées dans le cadre de la prévention du diabète.

La teneur en antioxydants et en magnésium des salades, des choux, brocolis et autres épinards aiderait à combattre le diabète. Une étude de l'Université de Leicester, parue dans le British Medical Journal, arrive à la conclusion que manger une portion supplémentaire de légumes verts par jour réduirait de 14% les risques de souffrir d'un diabète de type 2.

Inutile néanmoins pour le moment de se jeter sur les légumes plus que de raison (même s'il faut tout de même en consommer dans le cadre d'une alimentation équilibrée). En effet, les auteurs de l'étude précisent que leurs résultats devront être confirmés. Le problème est complexe. Les scientifiques se sont certes appuyés sur six autres études de grande ampleur mais les mécanismes biologiques restent pour le moment inconnus. En outre, il faudrait envisager de recréer les vertus des légumes verts de façon synthétique afin de pouvoir développer de véritables traitements et les essais actuels sur les compléments alimentaires restent décevants.

Maxisciences

UNION DES COMORES
MINISTRE DES FINANCES,
DU BUDGET ET DES INVESTISSEMENTS



Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles
(PRCI - Comores)

STRUCTURE D'EXECUTION DU PROJET

Don n°: 2100155015916
Projet n°: P-KM-KF0-001

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



APPEL A CANDIDATURE

Pour le Poste Responsable de la Composante A – Appui au Renforcement des Finances Publiques »

L'Union Des Comores a obtenu un Don du Fonds Africain de Développement du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) en divers monnaies pour financer le Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) au profit du Ministère des Finances et du Commissariat Général au Plan. L'objectif global de ce projet est de renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion économique, financière et en particulier la gestion et le suivi des ressources publiques, l'élaboration, l'exécution et le suivi des politiques de réduction de la pauvreté. Le PRCI sous la tutelle du Ministère des Finances, du Budget et des Investissements recrute sur les ressources de ce don un Responsable de la Composante A- Appui au renforcement des finances publiques.

Sous la supervision du coordonnateur national du PRCI, le responsable de la composante A- Appui au renforcement des finances publiques assurera la réalisation des tâches énumérées ci-après.

Sa performance sera évaluée annuellement par le coordonnateur et validée par le comité de pilotage du PRCI. Les résultats de l'évaluation seront transmis à la BAD.

Le contrat entre le PRCI et le responsable de la composante A est établi pour une durée de un an renouvelable à la demande des deux parties et sous réserve d'une évaluation satisfaisante.

Tâches

Pour toutes les activités de la composante finances publique du projet PRCI, le responsable de la composante aura à :

• Travailler au sein de la CREF en contribuant à

toutes activités et tous travaux de la CREF;

- Coordonner les activités dans la composante finances publiques du PRCI;
- Appuyer les services bénéficiaires dans la rédaction des termes de référence des prestations à réaliser ;
- Identifier les candidats/consultants qui pourraient assurer les prestations de services demandés;
- Assurer la gestion des consultants et prestataires et le suivi de l'exécution des contrats des prestations de services;
- Collaborer aux travaux d'identification des activités et priorités en matière de réforme de la gestion des finances publiques dans les services des administrations publiques;
- Collaborer aux activités de suivi des réformes des finances publiques organisées par les services qui ont la charge au niveau des administrations comoriennes. Cette activité implique entre autre des déplacements sur tout le territoire de l'Union des Comores. La coordination des interventions des différents bailleurs fait également partie des tâches du responsable;
- Élaborer les rapports de suivi de l'exécution des activités dans la composante ;
- Collaborer aux travaux de coordination des interventions des autres bailleurs dans le domaine afin d'assurer la complémentarité des interventions du projet ;
- Rédiger des notes et rapports sur la gestion des finances publiques aux Comores
- Effectuer toutes autres tâches nécessaires afin d'assurer l'exécution dans les délais et conformément aux règles de procédures de la BAD.

Profil requis :

- Un économiste ou spécialiste en finances publiques avec minimum une maîtrise ou équivalent (Bac + 4); une bonne maîtrise des finances publiques est exigée;
- Expérience avérée de mise en œuvre d'appui institutionnel dans les finances publiques ;
- Diplôme universitaire ou équivalent (Université, Grandes Écoles, minimum un Bac + 4) supérieur en économie et/ou en finances publiques ;
- Expérience pertinente dans le domaine de la gestion des finances publiques. De préférence cette expérience a été acquise comme cadre d'une administration et/ou au sein d'un bureau de conseil et/ou comme consultant en économie/finances publiques et/ou dans une organisation internationale/régionale/nationale;
- La connaissance des questions relatives à la préparation et gestion budgétaire, la déconcentration budgétaire et à l'autonomie des régions constituera un atout additionnel ;
- Une expérience pertinente dans la conception et l'animation de séminaires de formation est indispensable ;
- L'expert devra justifier des qualifications générales suivantes :
 - De 3 à 5 ans d'expérience professionnelle pertinente pour la présente mission ;
 - Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale ;
 - Expérience de travail avec des organisations internationales et ou des administrations publiques en relation avec les domaines objet de l'appui.

Résultats attendus de la fonction:

- Le chronogramme de réalisation des activités de la composante dans le programme de travail annuel est généralement respecté
- Les impacts des activités au niveau des entités bénéficiaires sont effectifs et mesurables
- Les rapports d'activités sont réalisés dans les délais et les formes appropriés
- Bonnes relations avec les partenaires du projet
- Les études ponctuelles sur les réformes des finances publiques sont réalisées et finalisées correctement
- La mise en œuvre de la stratégie décennale de réforme de la gestion des finances publiques est satisfaisante

Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-après, au plus tard, le **mercredi 1er septembre 2010 à 14 heures 00 mn et porter expressément la mention : « Recrutement du Responsable de la Composante A – Appui au Renforcement des Finances Publiques »:**

A l'attention de :

Coordonnateur du Projet PRCI
Structure d'Exécution du Projet (SEP)
Bureau - Bâtiment Sté DK, Avenue Ali Soilih
Quartier Hamramba – Moroni
BP : 7755 Moroni
Moroni - Union des Comores
Bureau: (269) 773 94 80
Fax: (269) 773 95 54
Email : prci_comores@yahoo.fr

